

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/200480]

22 JANVIER 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et organisations interprofessionnelles

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, notamment les articles D. 4, D. 195 et D. 196;

Vu l'avis de la Cellule autonome d'avis en Développement durable, donné le 4 avril 2014;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, intervenue les 13 mai 2014, 26 juin 2014 et 18 décembre 2014;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 56.248/4, donné le 28 mai 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport du 22 janvier 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant qu'une organisation de producteurs est constituée à l'initiative d'un ensemble d'agriculteurs qui se regroupent dans l'objectif de mutualiser leurs moyens afin de rééquilibrer les relations commerciales qu'ils entretiennent avec les acteurs économiques de l'aval de leur filière;

Considérant que le droit européen prévoit la possibilité pour les agriculteurs de se regrouper en organisations de producteurs, en associations d'organisations de producteurs et en organisations interprofessionnelles;

Considérant qu'il convient, compte tenu de la nouvelle programmation de la Politique agricole commune, de permettre aux agriculteurs de se regrouper dans le respect des législations européennes;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Objet, définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté exécute partiellement le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil, plus particulièrement le chapitre III du titre II de la partie II relatif aux organisations de producteurs et leurs associations et organisations interprofessionnelles.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1^o « règlement » : le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;

2^o « les organisations » : les organisations de producteurs, les associations d'organisations de producteurs et les organisations interprofessionnelles;

3^o « Code » : Code wallon de l'Agriculture.

Art. 3. Le présent arrêté s'applique aux organisations actives dans l'un des secteurs visés à l'article 1^{er}, § 2, du règlement, à l'exception des secteurs du lait et des produits laitiers, des fruits et légumes et du sucre.

Le Ministre peut distinguer, pour les secteurs visés au premier alinéa, des sous-secteurs composés de produits ou groupes de produits qui, du fait de leurs propriétés spécifiques, forment un groupe distinct à l'intérieur du secteur concerné.

*CHAPITRE II. — Reconnaissance des organisations**Section 1^{re}. — Dispositions communes*

Art. 4. Le Gouvernement reconnaît les organisations :

1^o qui en font la demande;

2^o dont le siège est situé sur le territoire de la Région wallonne;

3^o comportant une part importante de leurs producteurs ou de leur chiffre d'affaires dans leur zone d'activité;

4^o respectant les conditions déterminées par le règlement ainsi que celles visées au présent arrêté.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, 3^o, les organisations interprofessionnelles exercent leurs activités dans une ou plusieurs régions du territoire concerné par leur zone d'activité.

Art. 5. La demande est adressée au service compétent désigné par le Ministre en vertu de l'article 26 et accompagnée des pièces suivantes :

1^o les statuts de l'organisation;

2^o la liste actualisée des membres de l'organisation;

3^o une déclaration précisant :

a. les buts principaux de l'organisation;

b. la nature et les formes d'actions et de contrôle mises en œuvre par l'organisation au profit de ses membres;

c. la répartition du capital, lorsqu'il existe, et des droits de vote entre les différents membres de l'organisation;

4^o le règlement d'ordre intérieur;

5^o la description des éventuelles installations et des éventuels moyens techniques dont dispose l'organisation, avec l'indication de leur emplacement, de leur état et de leur capacité technique d'utilisation;

6^o les programmes éventuels d'extension et d'équipement;

7^o pour les organisations de producteurs et les associations d'organisations de producteurs reconnues, le volume et la valeur de la production commercialisée par les membres au cours de l'année civile précédente;

8^o pour les associations d'organisations de producteurs reconnues et pour les organisations interprofessionnelles, l'acte de reconnaissance des organisations membres.

Aux fins de l'alinéa 1^{er}, 1^o, pour les organisations de producteurs, les statuts respectent les conditions prévues à l'article 153 du règlement.

Art. 6. Le Gouvernement décide de l'octroi de la reconnaissance, sur proposition du Ministre, dans les 4 mois qui suivent la réception de la demande de reconnaissance accompagnée de toutes les pièces justificatives requises.

Art. 7. L'arrêté de reconnaissance d'une organisation est publié au *Moniteur belge*.

Art. 8. Une organisation reconnue peut modifier ses statuts ou son règlement d'ordre intérieur. Elle transmet les modifications au plus tard deux mois après la date prévue pour l'application de ces règles au service compétent visé à l'article 26.

Le Gouvernement peut, conformément à l'article 23, alinéa 2, 6^o, retirer entièrement ou partiellement la reconnaissance si l'organisation, suivant les modifications apportées, ne remplit plus les critères de reconnaissance.

Art. 9. Le Ministre est habilité, dans le respect de la législation européenne, à :

1^o compléter la procédure de reconnaissance;

2^o ajouter des conditions supplémentaires purement procédurales, requises pour le traitement des demandes de reconnaissance de ces organisations;

3^o compléter la liste des documents à joindre aux demandes de reconnaissance.

Section 2. — Organisations de producteurs et associations d'organisations de producteurs

Art. 10. Sans préjudice de l'application des articles 4 à 9, le Gouvernement reconnaît les organisations de producteurs qui en font la demande et qui respectent les conditions visées à l'article 152, § 1^{er}, du règlement.

Art. 11. Pour être reconnue, une organisation de producteurs qui en fait la demande est une entité juridique ou une partie clairement définie d'une entité juridique et respecte les conditions de l'article 154, § 1^{er}, du règlement.

Au sens de l'article 154, § 1^{er}, b, du règlement, le Ministre est habilité à fixer :

1^o le nombre minimal de membres qui composent l'organisation de producteurs;

2^o le volume minimal de production commercialisable couvert par l'organisation, dans son secteur d'activité;

3^o la valeur minimale de production commercialisable couverte par l'organisation, dans son secteur d'activité.

Art. 12. Conformément à l'article 156, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du règlement, le Gouvernement reconnaît les associations d'organisations de producteurs qui :

1^o en font la demande;

2^o sont constituées à l'initiative d'organisations de producteurs reconnues;

3^o sont actives dans un des secteurs ou sous-secteurs visés à l'article 3.

Les associations d'organisations de producteurs peuvent exercer les mêmes activités ou fonctions que les organisations de producteurs et respectent les conditions énoncées à l'article 156, § 1^{er}, alinéa 2, du règlement.

Art. 13. Le Ministre peut autoriser une organisation de producteurs reconnue ou une association d'organisations de producteurs reconnue dans les secteurs visés à l'article 3 à externaliser n'importe quelle activité autre que la production, dans le respect de l'article 155 du règlement.

Art. 14. Le Ministre peut fixer, pour les organisations de producteurs et les associations d'organisations de producteurs, des conditions de reconnaissance supplémentaires à celles déterminées aux articles 11 et 12 ainsi que des conditions supplémentaires pour l'autorisation d'externalisation lorsque la législation européenne le prévoit conformément à l'article 173 du règlement.

Section 3. — Organisations interprofessionnelles

Art. 15. Le Gouvernement reconnaît les organisations interprofessionnelles qui en font la demande dans un secteur précis visé à l'article 3, qui sont constituées conformément à l'article 157, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a) et b), du règlement et qui poursuivent un but spécifique pouvant inclure un ou plusieurs des objectifs énumérés à l'article 157, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, c), du règlement.

Art. 16. Pour être reconnues, les organisations interprofessionnelles répondent aux conditions prévues à l'article 158, § 1^{er}, du règlement.

Art. 17. Le Ministre peut fixer, pour les organisations interprofessionnelles, des conditions de reconnaissance supplémentaires aux conditions déterminées aux articles 15 et 16 lorsque la législation européenne le prévoit.

CHAPITRE III. — Extension des règles et contributions financières obligatoires

Section 1^{re}. — Extension des règles

Art. 18. Dans le cas où une organisation reconnue est considérée comme représentative de la production ou du commerce ou de la transformation d'un produit donné, le Gouvernement peut, à la demande de cette organisation, rendre obligatoires, pour une période limitée à définir par le Gouvernement, certains accords, certaines décisions ou certaines pratiques concertées arrêtés dans le cadre de cette organisation pour d'autres opérateurs, individuels ou non, opérant sur le territoire de la Région wallonne et non membres de cette organisation, conformément à l'article 164, § 1^{er}, du règlement.

Une organisation ou association est considérée comme représentative lorsqu'elle remplit les conditions de l'article 164, § 3, du règlement.

Les règles dont l'extension à d'autres opérateurs peut être demandée portent sur l'un des objets définis à l'article 164, § 4, du règlement.

Art. 19. § 1^{er}. Le Gouvernement, dans les 4 mois de la réception de la demande, se prononce sur l'extension de la règle générale.

Lorsque la demande d'extension est favorable, le Ministre en précise les modalités d'application en reprenant :

1^o le secteur concerné;

2^o la portée de l'extension;

3^o la période d'application;

4^o la liste des décisions ou des pratiques qui sont déclarées contraignantes;

5^o les sanctions en cas de non-respect des règles.

Les règles dont l'extension peut être demandée ne portent pas préjudice aux autres opérateurs, n'ont pas les effets énumérés à l'article 210, § 4, du règlement et ne sont pas contraires à la législation de l'Union ou à la réglementation régionale en vigueur.

§ 2. L'extension des règles prévue aux articles 18 et 19 est portée in extenso à la connaissance des opérateurs par une publication au *Moniteur belge* conformément à l'article 164, § 5, du règlement.

Art. 20. Le Ministre est habilité à compléter la procédure de demande d'extension des règles à introduire par les organisations ainsi que les documents à joindre à cette demande.

Section 2. — Contributions financières des non-membres

Art. 21. Le Gouvernement peut décider, dans le respect des conditions prévues à l'article 165 du règlement, que des personnes physiques ou morales non membres de l'organisation sont redevables à l'organisation de tout ou partie des contributions financières versées par les membres si :

1° les règles d'une organisation de producteurs reconnue, d'une association d'organisations de producteurs reconnues ou d'une organisation interprofessionnelle reconnue sont étendues au titre de la section 1^{ère};

2° les activités couvertes par les règles visées au 1° présentent un intérêt économique général pour les opérateurs économiques dont les activités sont liées au produit concerné.

Le montant ne peut dépasser le montant des frais réellement encourus par l'organisation pour s'acquitter de ses missions.

La décision du Gouvernement est formalisée par un arrêté motivé. L'arrêté est publié au *Moniteur belge*.

CHAPITRE IV. — Contrôles et sanctions des organisations

Art. 22. Le Ministre détermine les mesures de contrôle du respect, par les organisations, des conditions de reconnaissance.

Art. 23. Sans préjudice de l'application du Code, le Gouvernement peut retirer entièrement ou partiellement la reconnaissance d'une organisation, une extension des règles, une autorisation d'externalisation ou une demande de contribution financière des non-membres telle que visée au présent arrêté lorsque :

1° les conditions de reconnaissance ne sont plus respectées;

2° les organisations refusent de fournir, à la demande du service compétent, les renseignements nécessaires ou les pièces justificatives dans les délais;

3° les contrôles sont freinés ou empêchés par les organisations;

4° la Commission européenne remet un avis négatif;

5° lorsque l'extension des règles est utilisée de manière abusive;

6° lorsqu'elle modifie les règles contenues dans ses statuts ou dans son règlement d'ordre intérieur en contravention à l'article 8.

Art. 24. § 1^{er}. Si le Ministre estime qu'il existe des motifs pour ne pas octroyer de reconnaissance ou pour retirer totalement ou partiellement la reconnaissance, il communique ces motifs à l'organisation concernée.

L'organisation dispose, sous peine d'irrecevabilité, de 30 jours suivant la notification de la mesure pour faire connaître ses objections par envoi recommandé ou par tout moyen de conférer une date certaine à l'envoi conformément aux articles D. 15 et D. 16 du Code, auprès du service compétent.

§ 2. La décision prise par le Gouvernement après examen des objections déposées, est communiquée à l'organisation par courrier recommandé ou par tout moyen de conférer une date certaine à l'envoi conformément aux articles D. 15 et D. 16 du Code, dans un délai de 30 jours après réception des objections visées au § 1^{er}, alinéa 2.

Art. 25. Les infractions aux dispositions du présent arrêté, aux dispositions prises en exécution du présent arrêté ou rendues obligatoires en exécution du présent arrêté, sont recherchées, constatées et punies conformément au Code.

CHAPITRE V. — Services compétents

Art. 26. Le Ministre désigne les services compétents de l'administration, chargés de :

1° la réception et l'examen des demandes de reconnaissance et des pièces justificatives;

2° la réception des changements dans la composition des organisations des producteurs;

3° la réception des communications des organisations;

4° la communication et les contacts avec la Commission européenne;

5° l'application des règles de contrôles;

6° l'application de suspensions ou de retrait de reconnaissance et l'application de sanctions.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 27. Les organisations reconnues avant le 1^{er} janvier 2014 et qui remplissent les conditions du présent arrêté sont réputées reconnues au sens des articles 154, § 2, et 158, § 2, du règlement.

Art. 28. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 janvier 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/200480]

22. JANUAR 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, insbesondere der Artikel D.4, D.195 und D.196;

Aufgrund des am 4. April 2014 abgegebenen Gutachtens der autonomen Begutachtungsstelle für die nachhaltige Entwicklung;

Aufgrund der am 13. Mai 2014, 26. Juni 2014 und 18. Dezember 2014 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 28. Mai 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 56.248/4;

Aufgrund des Berichts vom 22. Januar 2015, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

In der Erwägung, dass eine Erzeugerorganisation auf Initiative mehrerer Landwirte gegründet wird, die sich zusammenschließen, in der Absicht, ihre Mittel zu binden, um die Handelsbeziehungen, die sie mit den nachgelagerten wirtschaftlichen Akteuren ihrer Sparte unterhalten, wieder in ein Gleichgewicht zu bringen;

In der Erwägung, dass den Landwirten im Rahmen der europäischen Gesetzgebung die Möglichkeit gegeben wird, sich innerhalb von Erzeugerorganisationen, Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und Branchenverbänden zu organisieren;

In der Erwägung, dass den Landwirten unter Berücksichtigung der neuen Programmplanung der Gemeinsamen Agrarpolitik die Möglichkeit zu geben ist, sich unter Beachtung der europäischen Gesetzgebung zusammenschließen;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Gegenstand, Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Verordnung (EG) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates und insbesondere Teil II, Titel II, Kapitel III teilweise ausgeführt.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Verordnung": die Verordnung (EG) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

2° "Organisationen": die Erzeugerorganisationen, die Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und die Branchenverbände;

3° "Gesetzbuch": das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die Organisationen, die in einem der Artikel 1, § 2 der Verordnung erwähnten Sektoren tätig sind, mit Ausnahme der Sektoren Milch und Milcherzeugnisse, Obst und Gemüse und Zucker.

Der Minister kann für die in Absatz 1 genannten Sektoren Teilsektoren unterscheiden, die aus Erzeugnissen oder Gruppen von Erzeugnissen bestehen, welche aufgrund ihrer spezifischen Eigenschaften eine eigene Gruppe innerhalb des betreffenden Sektors bilden.

KAPITEL II — Anerkennung der Erzeugerorganisationen

Abschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen

Art. 4 - Die Regierung erkennt die Organisationen an:

1° die einen entsprechenden Antrag stellen;

2° deren Sitz auf dem Gebiet der wallonischen Region gelegen ist;

3° die innerhalb ihres jeweiligen Tätigkeitsbereichs eine große Anzahl ihrer Erzeuger bzw. einen großen Anteil ihres Umsatzes aufweisen;

4° die die in der Verordnung sowie in dem vorliegenden Erlass festgelegten Anforderungen erfüllen.

In Abweichung von Absatz 1, 3° üben die Branchenverbände ihre Tätigkeiten in einer oder mehreren Regionen des durch ihren Tätigkeitsbereich abgedeckten Gebiets aus.

Art. 5 - Der Antrag, dem die folgenden Schriftstücke beizufügen sind, ist an die durch den Minister gemäß Artikel 26 bezeichnete zuständige Dienststelle zu richten:

1° die Satzungen der Organisation;

2° die aktualisierte Liste der Mitglieder der Organisation;

3° eine Erklärung mit folgenden Angaben:

a. die Hauptziele der Organisation;

b. die Art und die Formen der Maßnahmen und Kontrollen, die die Organisation zugunsten ihrer Mitglieder anwendet;

c. die Aufteilung des Kapitals, falls vorhanden, und der Stimmrechte unter den verschiedenen Mitgliedern der Organisation;

4° die allgemeine Dienstordnung;

5° die Beschreibung der gegebenenfalls vorhandenen Anlagen und technischen Mittel, über die die Organisation verfügt, unter Angabe ihres Standorts, ihres Zustands und ihrer technischen Verwendungsmöglichkeiten;

6° die gegebenenfalls vorgesehenen Programme zur Erweiterung und Ausrüstung;

7° für die anerkannten Erzeugerorganisationen und Vereinigungen von Erzeugerorganisationen die Menge und der Wert der von den Mitgliedern im Laufe des vorangehenden Kalenderjahres vermarkteten Erzeugnisse;

8° für die anerkannten Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und die Branchenverbände, die Anerkennungsurkunde der Organisationen, die ihnen angeschlossen sind.

Für die Zwecke von Absatz 1, 1° erfüllen die Satzungen der Erzeugerorganisationen die in Artikel 153 der Verordnung angeführten Anforderungen.

Art. 6 - Die Regierung beschließt auf Vorschlag des Ministers innerhalb von vier Monaten nach Eingang des Anerkennungsantrags mit allen erforderlichen Belegen über die Gewährung der Anerkennung.

Art. 7 - Der Erlass zur Anerkennung einer Organisation wird im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Art. 8 - Eine anerkannte Organisation kann ihre Satzungen oder ihre allgemeine Dienstordnung abändern. Sie übermittelt diese Änderungen spätestens zwei Monate nach dem für die Anwendung dieser Bestimmungen vorgesehenen Datum der in Artikel 26 angeführten zuständigen Dienststelle.

Die Regierung kann gemäß Artikel 23, Absatz 2, 6° die Anerkennung vollständig oder teilweise einziehen, falls die Organisation im Anschluss an die durchgeführten Änderungen die Kriterien für eine Anerkennung nicht weiter erfüllt.

Art. 9 - Der Minister ist unter Beachtung der europäischen Gesetzgebung befugt:

1° das Anerkennungsverfahren zu ergänzen;

2° rein verfahrenstechnische ergänzende Anforderungen hinzuzufügen, die für die Bearbeitung der Anerkennungsanträge dieser Organisationen erforderlich sind;

3° die Liste der Schriftstücke, die den Anerkennungsanträgen beizufügen sind, zu ergänzen;

Abschnitt 2 — Erzeugerorganisationen und Vereinigungen von Erzeugerorganisationen

Art. 10 - Unbeschadet der Anwendung der Artikel 4 bis 9 erkennt die Regierung die Erzeugerorganisationen an, die einen entsprechenden Antrag stellen und die in Artikel 152, § 1 der Verordnung angeführten Anforderungen erfüllen.

Art. 11 - Um anerkannt zu werden, muss es sich bei der Erzeugerorganisation, die einen entsprechenden Antrag stellt, um eine juristische Einheit oder einen klar abgegrenzten Teil einer juristischen Einheit handeln, und muss sie die Anforderungen von Artikel 154, § 1 der Verordnung beachten.

Im Sinne von Artikel 154, § 1, b, der Verordnung ist der Minister befugt, folgendes festzulegen:

1° die Mindestanzahl der Mitglieder, die die Erzeugerorganisation bilden;

2° die Mindestmenge der von der Organisation in ihrem Sektor abgedeckten marktfähigen Erzeugnisse;

3° den Mindestwert der von der Organisation in ihrem Sektor abgedeckten marktfähigen Erzeugnisse.

Art. 12 - Gemäß Artikel 156, § 1, Absatz 1 der Verordnung erkennt die Regierung die Vereinigungen von Erzeugerorganisationen an:

1° die einen entsprechenden Antrag stellen;

2° die auf Initiative anerkannter Erzeugerorganisationen gebildet werden;

3° die in einem der in Artikel 3 angeführten Sektoren oder Teilsektoren tätig sind.

Die Vereinigungen von Erzeugerorganisationen können dieselben Aktivitäten oder Funktionen ausüben wie die Erzeugerorganisationen. Sie erfüllen die in Artikel 156, § 1, Absatz 2 der Verordnung angeführten Anforderungen.

Art. 13 - Der Minister ist befugt, einer anerkannten Erzeugerorganisation oder einer anerkannten Vereinigung von Erzeugerorganisationen in den in Artikel 3 erwähnten Sektoren zu gestatten, unter Beachtung der in Artikel 155 der Verordnung angeführten Anforderungen Tätigkeiten mit Ausnahme der Erzeugung auszulagern.

Art. 14 - Der Minister ist befugt, für die Erzeugerorganisationen und die Vereinigungen von Erzeugerorganisationen zusätzlich zu denen, die in den Artikeln 11 und 12 festgelegt wurden, Anerkennungsbedingungen zu erlassen sowie zusätzliche Bedingungen für die Auslagerungserlaubnis zu erlassen, falls dies in der europäischen Gesetzgebung gemäß Artikel 173 der Verordnung vorgesehen wird.

Abschnitt 3 — Branchenverbände

Art. 15 - Die Regierung erkennt die Branchenverbände, die dies beantragen, die gemäß Artikel 157, § 1, Absatz 1, a) und b) der Verordnung gegründet werden und ein spezifisches Ziel verfolgen, das ein oder mehrere der in Artikel 157, § 1, Absatz 1, c) angeführten Zielsetzungen beinhalten kann, in einem in Artikel 3 erwähnten spezifischen Sektor an.

Art. 16 - Um anerkannt zu werden erfüllen die Branchenverbände die Bedingungen von Artikel 158, § 1 der Verordnung.

Art. 17 - Der Minister ist befugt, für die Branchenverbände zusätzlich zu denen, die in den Artikeln 15 und 16 festgelegt wurden, Anerkennungsbedingungen zu erlassen, falls dies in der europäischen Gesetzgebung vorgesehen wird.

KAPITEL III — Ausdehnung der Vorschriften und obligatorische Beiträge

Abschnitt 1 — Ausdehnung der Vorschriften

Art. 18 - Wird eine anerkannte Organisation als repräsentativ für die Erzeugung, Vermarktung oder Verarbeitung eines bestimmten Erzeugnisses angesehen, so kann die Regierung auf Antrag dieser Organisation bestimmte Vereinbarungen, Beschlüsse oder aufeinander abgestimmte Verhaltensweisen der Organisation für der Organisation nicht angehörende Einzelunternehmen oder Gruppierungen, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region tätig sind, gemäß Artikel 164, § 1 der Verordnung befristet verbindlich vorschreiben.

Eine Organisation gilt als repräsentativ, wenn sie die in Artikel 164, § 3 der Verordnung erwähnten Anforderungen erfüllt.

Die Vorschriften, deren Ausdehnung auf andere Marktteilnehmer beantragt werden können, müssen sich auf eines der in Artikel 164, § 4 der Verordnung festgelegten Ziele beziehen.

Art. 19 - § 1. Die Regierung beschließt innerhalb von vier Monaten ab Eingang des Antrags über die Ausdehnung der allgemeinen Vorschriften.

Wird dem Ausdehnungsantrag stattgegeben, so erläutert der Minister die Anwendungsbestimmungen und insbesondere:

- 1° den betroffenen Sektor;
- 2° die Tragweite der Ausdehnung;
- 3° den Anwendungszeitraum;
- 4° die Liste der Beschlüsse oder der Verhaltensweisen, die als verbindlich erklärt werden;
- 5° die bei Missachtung der Vorschriften vorgesehenen Strafen.

Die Vorschriften, deren Ausdehnung beantragt werden kann, benachteiligen nicht die anderen Marktteilnehmer, sie haben keine der in Artikel 210, § 4 angeführten Auswirkungen und sie verstoßen nicht gegen das Unionsrecht oder gegen die geltenden regionalen Bestimmungen.

§ 2. Die in den Artikel 18 und 19 erwähnte Ausdehnung der Vorschriften ist den Marktteilnehmern gemäß Artikel 164, § 5 der Verordnung in vollem Umfang durch Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* zur Kenntnis zu bringen.

Art. 20 - Der Minister ist befugt, das Verfahren für den von den Organisationen einzureichenden Antrag für die Ausdehnung der Vorschriften sowie die Liste der Schriftstücke, die diesem Antrag beizufügen sind, zu ergänzen.

Abschnitt 2 — Finanzbeiträge nicht angeschlossener Erzeuger

Art. 21 - Die Regierung kann unter Beachtung der in Artikel 165 der Verordnung angeführten Vorschriften die organisationsfremden natürlichen oder juristischen Personen zur Zahlung eines Betrags in voller oder anteiliger Höhe der Mitgliedsbeiträge an die Organisation verpflichten, soweit:

1° die Vorschriften einer anerkannten Erzeugerorganisation, einer anerkannten Vereinigung von Erzeugerorganisationen oder eines anerkannten Branchenverbandes auf Abschnitt 1 ausgedehnt werden;

2° die unter die in Punkt 1° angeführten Vorschriften fallenden Tätigkeiten von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse für die Marktteilnehmer, deren Tätigkeit sich auf die betreffenden Erzeugnisse bezieht, sind.

Die Höhe dieses Beitrags darf den Betrag der tatsächlichen Unkosten zu Lasten der Organisation, die bei der Erfüllung ihrer Aufgaben entstehen, nicht übersteigen.

Der Beschluss der Regierung wird durch einen begründeten Erlass formalisiert. Dieser Erlass wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

KAPITEL IV — Kontrolle und Sanktionen der Organisationen

Art. 22 - Der Minister legt die Maßnahmen zur Kontrolle der Einhaltung der Zulassungsbedingungen durch die Organisationen fest.

Art. 23 - Unbeschadet der Anwendung des Gesetzbuches kann die Regierung die Anerkennung einer Organisation, eine Ausdehnung der Vorschriften, eine Auslagerungserlaubnis oder einen Antrag auf Zahlung von Finanzbeiträgen nicht angeschlossener Erzeuger nach dem vorliegenden Erlass vollständig oder teilweise einziehen, wenn:

- 1° die Voraussetzungen für die Anerkennung nicht mehr erfüllt sind;
- 2° die Organisationen sich weigern, die erforderlichen Informationen oder Belege nach Anfrage des zuständigen Dienstes fristgerecht einzureichen;
- 3° die Organisationen Kontrollen behindern oder verhindern;
- 4° die Europäische Kommission ein ungünstiges Gutachten abgibt;
- 5° die Ausdehnung der Vorschriften missbräuchlich angewandt wird;
- 6° sie im Widerspruch zu Artikel 8 die Vorschriften ändert, die in ihren Satzungen oder ihrer allgemeinen Dienstordnung enthalten sind.

Art. 24 - § 1. Ist der Minister der Ansicht, dass Gründe bestehen, die Anerkennung nicht zu gewähren, oder diese Anerkennung vollständig oder teilweise einzuziehen, so übermittelt er diese der betreffenden Organisation.

Die Organisation verfügt unter Gefahr der Unzulässigkeit über eine Frist von dreißig Tagen ab Zustellung der Maßnahme, um durch einen Einschreibebrief oder durch jedes Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, bei der zuständigen Dienststelle ihren Einspruch geltend zu machen.

§ 2. Nachdem die Regierung die erhobenen Einsprüche geprüft hat, übermittelt sie der Organisation ihren Beschluss durch einen Einschreibebrief oder durch jedes Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang der in § 1, Absatz 2 erwähnten Einsprüche.

Art. 25 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses, gegen die in Ausführung des vorliegenden Erlasses getroffenen Bestimmungen oder gegen die in Ausführung des vorliegenden Erlasses verbindlich gewordenen Bestimmungen werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzbuches.

KAPITEL V — Zuständige Dienststellen

Art. 26 - Der Minister bezeichnet die zuständigen Dienststellen der Verwaltung, die insbesondere folgende Aufgaben wahrnehmen:

- 1° Entgegennahme und Prüfung der Anträge auf Anerkennung und der Belege;
- 2° Entgegennahme der Änderungen in der Zusammensetzung der Erzeugerorganisationen;
- 3° Entgegennahme der Mitteilungen der Organisationen;
- 4° Kommunikation und die Kontakte mit der Europäischen Kommission;
- 5° Anwendung der Kontrollbestimmungen;
- 6° Anwendung von Aussetzungen, Entzug von Anerkennungen und Festlegung von Sanktionen.

KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

Art. 27 - Die vor dem 1. Januar 2014 anerkannten Organisationen, die die Anforderungen des vorliegenden Erlasses erfüllen, gelten als anerkannt im Sinne der Artikel 154, § 2 und 158, § 2 der Verordnung.

Art. 28 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 22. Januar 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/200480]

22 JANUARI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot erkenning van de producentenorganisaties, de unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

Gelet op het Waalse landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D. 4, D. 195 en D. 196;

Gelet op het advies van de Autonome adviescel voor duurzame ontwikkeling, gegeven op 4 april 2014;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid d.d. 13 mei 2014, 26 juni 2014 en 18 december 2014;

Gelet op het advies 56.248/4 van de Raad van State, gegeven op 28 mei 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het rapport van 22 januari 2015, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Overwegende dat een producentenorganisatie opgericht wordt op initiatief van een groep landbouwers die zich hergroeperen met het oog op de mutualisering van hun middelen ten einde de handelsbetrekkingen die ze met de economische actoren stroomopwaarts hun keten onderhouden weer in evenwicht te brengen;

Overwegende dat het Europees recht voorziet in de mogelijkheid voor de landbouwers om zich te hergroeperen in producentenorganisaties, unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties;

Overwegende dat de landbouwers, rekening houdend met de nieuwe programmering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, zich moeten kunnen hergroeperen met inachtneming van de Europese wetgevingen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Doel, begripsomschrijving en toepassingsgebied*

Artikel 1. Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad, meer bepaald hoofdstuk III van titel II van deel II betreffende de producentenorganisaties, hun unies en brancheorganisaties, wordt gedeeltelijk bij dit besluit uitgevoerd.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1^o « verordening » : verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

2^o « de organisaties » : de producentenorganisaties, unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties;

3^o « Wetboek » : het Waalse landbouwwetboek.

Art. 3. Dit besluit is van toepassing op de organisaties die actief zijn in één van de sectoren bedoeld in artikel 1, § 2, van de verordening, met uitzondering van de sectoren melk en zuivelproducten, fruit en groenten en suiker.

Wat betreft de sectoren bedoeld in het eerste lid, kan de Minister een onderscheid maken tussen de subsectoren samengesteld uit producten of groepen van producten die vanwege hun specifieke kenmerken een verschillende groep vormen binnen betrokken sector.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van de organisaties*

Afdeling I — Algemene bepalingen

Art. 4. De Regering erkent de organisaties :

1^o die een erkenning aanvragen;

2^o waarvan de zetel op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd is;

3^o waarvan een aanzienlijk deel van hun producenten of omzetcijfer zich in hun activiteitsgebied bevindt;

4^o die voldoen aan de voorwaarden waarin de verordening voorziet alsook aan die bedoeld in dit besluit.

In afwijking van het eerste lid, 3^o, oefenen de brancheorganisaties hun activiteiten uit in één of verschillende regio's van het grondgebied betrokken bij hun activiteitsgebied.

Art. 5. De aanvraag wordt gericht aan de bevoegde dienst die krachtens artikel 26 door de Minister aangewezen wordt en gaat vergezeld van de volgende stukken :

- 1° de statuten van de organisatie;
- 2° de bijgewerkte lijst van de leden van de organisatie;
- 3° een verklaring waarin melding gemaakt wordt van :
 - a. de hoofddoelen van de organisatie;
 - b. de aard en de actie- en controlevormen tot stand gebracht door de organisatie ten gunste van haar leden;
 - c. de verdeling van het kapitaal, als het bestaat, en van de stemrechten onder de verschillende leden van de organisatie;
- 4° het huishoudelijk reglement;
- 5° de beschrijving van de eventuele installaties en eventuele technische middelen waarover de organisatie beschikt, waarbij hun plaats, staat en technisch gebruiksvermogen gemeld worden;
- 6° de eventuele uitbreidings- en uitrustingsprogramma's;
- 7° wat de erkende producentenorganisaties en unies van producentenorganisaties betreft, de omvang en de waarde van de productie die in de loop van het vorige jaar in de handel is gebracht door de leden;
- 8° wat de erkende unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties betreft, de akte van erkenning van de aangesloten organisaties.

Overeenkomstig het eerste lid, 1°, wat de producentenorganisaties betreft, voldoen de statuten aan de voorwaarden waarin artikel 153 van de verordening voorziet.

Art. 6. Op de voordracht van de Minister beslist de Regering over de toekenning van de erkenning binnen 4 maanden na ontvangst van de erkenningsaanvraag, die van alle vereiste bewijsstukken vergezeld gaat.

Art. 7. Het besluit tot erkenning van een organisatie wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 8. Een erkende organisatie kan wijzigingen in haar statuten of in haar huishoudelijk reglement aanbrengen. Ze richt de wijzigingen uiterlijk twee maanden na de datum die voor de toepassing van die regels voorzien wordt aan de bevoegde dienst bedoeld in artikel 26.

Overeenkomstig artikel 23, lid 2, 6°, kan de Regering de erkenning geheel of gedeeltelijk intrekken als de organisatie, naar gelang van de aangebrachte wijzigingen, niet meer voldoet aan de erkenningscriteria.

Art. 9. Met inachtneming van de Europese wetgeving is de Minister bevoegd om :

- 1° de erkenningsprocedure aan te vullen;
- 2° louter procedurele aanvullende voorwaarden toe te voegen die vereist worden voor de behandeling van de erkenningsaanvragen van die organisaties;
- 3° de lijst van de bij de erkenningsaanvragen te voegen stukken aan te vullen.

Afdeling 2 — Producentenorganisaties en unies van producentenorganisaties

Art. 10. Onverminderd de toepassing van de artikelen 4 tot 9, erkent de Regering de producentenorganisaties die daarom verzoeken en die de in artikel 152, § 1, van de verordening bedoelde voorwaarden vervullen.

Art. 11. Teneinde erkend te worden, is de producentenorganisatie die deze erkenning vraagt een rechtspersoon of een deel van een rechtspersoon die voldoet aan de eisen gesteld in artikel 154, § 1, van de verordening.

In de zin van artikel 154, § 1, b, van de verordening is de Minister bevoegd voor de vaststelling van :

- 1° het minimum ledental waaruit de producentenorganisatie bestaat;
- 2° de minimale hoeveelheid afzetbare producten waarover ze beschikt in het afzetgebied waar zij actief is;
- 3° de minimale waarde afzetbare producten waarover ze beschikt in het afzetgebied waar zij actief is.

Art. 12. Overeenkomstig artikel 156, § 1, lid 1, van de verordening, erkent de Regering de unies van producentenorganisaties die :

- 1° een erkenning aanvragen;
- 2° opgericht zijn op initiatief van erkende producentenorganisaties;
- 3° actief zijn in één van de sectoren of subsectoren bedoeld in artikel 3.

De unies van producentenorganisaties kunnen dezelfde activiteiten of taken uitvoeren als de producentenorganisaties en voldoen aan de voorwaarden vermeld in artikel 156, § 1, lid 2, van de verordening.

Art. 13. De Minister kan een erkende producentenorganisatie of een erkende unie van producentenorganisaties in de in artikel 3 bedoelde sectoren toestaan haar werkzaamheden uit te besteden, met inachtneming van artikel 155 van de verordening.

Art. 14. De Minister kan de producentenorganisaties en unies van producentenorganisaties aanvullende erkenningsvoorwaarden opleggen bovenop die bedoeld in de artikelen 11 en 12 alsook bijkomende voorwaarden voor de toestemming tot uitbesteding als de Europese wetgeving daarin voorziet overeenkomstig artikel 173 van de verordening.

Afdeling 3 — Brancheorganisaties

Art. 15. De Regering kan daarom verzoekende brancheorganisaties erkennen die actief zijn in een specifieke sector bedoeld in artikel 3 en die samengesteld zijn overeenkomstig artikel 157, § 1, lid 1, a) en b), van de verordening en een specifieke doelstelling nastreven die kan bestaan uit één of meer van de doelen vermeld in artikel 157, § 1, lid 1, c), van de verordening.

Art. 16. Om erkend te worden, voldoen de brancheorganisaties aan de eisen gesteld in artikel 158, § 1, van de verordening.

Art. 17. De Minister kan de brancheorganisaties aanvullende erkenningsvoorwaarden opleggen bovenop die bedoeld in de artikelen 15 en 16 als de Europese wetgeving daarin voorziet.

HOOFDSTUK III. — *Uitbreiding van de voorschriften en verplichte financiële bijdragen**Afdeling 1. — Uitbreiding van de voorschriften*

Art. 18. Als een erkende organisatie wordt beschouwd als representatief voor de productie, de verhandeling of de verwerking van een bepaald product, kan de Regering op verzoek van die organisatie bepaalde overeenkomsten, besluiten of onderling afgestemde feitelijke gedragingen van die organisatie voor een door de Regering beperkte periode verbindend verklaren voor andere marktdeelnemers of groeperingen van marktdeelnemers die op het grondgebied van het Waalse Gewest werkzaam zijn en die niet bij deze organisatie of unie zijn aangesloten, overeenkomstig artikel 164, § 1, van de verordening.

Een organisatie of unie wordt als representatief beschouwd wanneer ze voldoet aan de eisen gesteld in artikel 164, § 3, van de verordening.

Een verzoek tot verbindendverklaring voor andere marktdeelnemers slaat op één van de doelen omschreven in artikel 164, § 4, van de verordening.

Art. 19. § 1. De Regering beslist binnen 4 maanden na ontvangst van de aanvraag over de uitbreiding van de algemene regel.

Als de uitbreidingsaanvraag gunstig is, worden de toepassingsmodaliteiten nader bepaald door de Minister, met melding van :

- 1° de betrokken sector;
- 2° de draagwijdte van de uitbreiding;
- 3° de toepassingsperiode;
- 4° de lijst van de verbindend verklaarde beslissingen of praktijken;
- 5° de sancties als de voorschriften niet nageleefd worden.

De voorschriften waarvan de uitbreiding gevraagd kan worden, berokkenen andere marktdeelnemers geen schade, hebben geen van de gevolgen bedoeld in artikel 210, § 4, van de verordening hebben en zijn niet op andere wijze onverenigbaar zijn met het Unierecht of met de vigerende gewestelijke voorschriften.

§ 2. De uitbreiding van de voorschriften bedoeld in de artikelen 18 en 19 wordt integraal ter kennis van de marktdeelnemers gebracht door middel van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, overeenkomstig artikel 164, § 5, van de verordening.

Art. 20. De Minister is bevoegd om de procedure van de door de organisaties in te dienen aanvraag tot uitbreiding van de voorschriften alsook de bij die aanvraag te voegen documenten aan te vullen.

Afdeling 2. — Financiële bijdragen van niet-leden

Art. 21. De Regering kan, met inachtneming van de eisen gesteld in artikel 165 van de verordening, beslissen dat de niet bij de organisatie aangesloten natuurlijke of rechtspersonen de volle financiële bijdrage die de leden betalen of een gedeelte daarvan aan de organisatie moeten betalen als :

1° de voorschriften van een erkende producentenorganisatie, een unie van erkende producentenorganisaties of een erkende brancheorganisatie krachtens afdeling 1 uitgebreid worden;

2° de activiteiten waarop de onder 1° bedoelde voorschriften van toepassing zijn, van algemeen economisch belang zijn voor marktdeelnemers wier activiteiten met de betrokken producten verband houden.

Het bedrag mag niet hoger zijn dan het bedrag van de kosten die de organisatie werkelijk heeft gemaakt om haar opdrachten uit te voeren.

De beslissing van de Regering wordt geformaliseerd in een gemotiveerd besluit. Het besluit wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK IV. — *Controles en sancties betreffende de organisaties*

Art. 22. De Minister bepaalt de maatregelen inzake de controle op de naleving van de erkenningsvoorwaarden door de organisaties.

Art. 23. Onverminderd de toepassing van het Wetboek, kan de Regering de erkenning van een organisatie, een uitbreiding van de voorschriften, een toestemming tot uitbesteding of een verzoek om financiële bijdrage van niet-leden, zoals bedoeld in dit besluit, intrekken als :

- 1° de erkenningsvoorwaarden niet meer vervuld zijn;
- 2° de organisaties de door de bevoegde dienst gevraagde gegevens of stukken binnen de voorgeschreven weigeren te verstrekken;
- 3° de controles belemmerd of belet worden door de organisaties;
- 4° de Europese Commissie een negatief advies geeft;
- 5° als de uitbreiding van de voorschriften onrechtmatig gebruikt wordt;
- 6° als ze de voorschriften van haar statuten of huishoudelijk reglement in overtreding van artikel 8 wijzigt.

Art. 24. § 1. Als de Minister acht dat er redenen zijn om geen erkenning toe te kennen of om de erkenning geheel of gedeeltelijk in te trekken, geeft hij de betrokken organisatie kennis van die redenen.

De organisatie beschikt, op straffe van onontvankelijkheid, over 30 dagen na de kennisgeving van de maatregel om haar bezwaren aan de bevoegde dienst mee te delen bij aangetekend schrijven of door elke ander middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig de artikelen D. 15 en D. 16 van het Wetboek.

§ 2. De beslissing genomen door de Regering na onderzoek van de ingediende bezwaren wordt aan de organisatie meegedeeld bij aangetekend schrijven of door elke ander middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig de artikelen D. 15 en D. 16 van het Wetboek, binnen een termijn van 30 dagen na ontvangst van de bezwaren bedoeld in § 1, lid 2.

Art. 25. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit, van de ter uitvoering van dit besluit genomen of verbindend verklaarde bepalingen worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig het Wetboek.

HOOFDSTUK V. — *Bevoegde diensten*

Art. 26. De Minister wijst de bevoegde diensten van de administratie aan die belast worden met :

- 1° de inontvangstneming en het onderzoek van de erkenningsaanvragen en bewijsstukken;
- 2° de inontvangstneming van de wijzigingen in de samenstelling van de producentenorganisaties;
- 3° de inontvangstneming van de mededelingen van de organisaties;
- 4° de communicatie en de contacten met de Europese Commissie;
- 5° de toepassing van de controlevoorschriften;
- 6° de toepassing van opschortingen of intrekkingen van erkenning en de toepassing van sancties.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 27. De organisaties die voor 1 januari 2014 erkend zijn en die voldoen aan de voorwaarden van dit besluit, gelden als erkend in de zin van de artikelen 154, § 2, en 158, § 2, van de verordening.

Art. 28. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 januari 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31075]

4 DECEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification des prix du transport des voyageurs sur le réseau des transports urbains et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 18;

Vu les propositions faites le 28 octobre 2014 par le conseil d'administration de la Société des Transports intercommunaux de Bruxelles;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2014 marquant son accord de principe sur ces propositions,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Sont approuvés, les barèmes des prix « Grille tarifaire pour l'année 2015 » à percevoir pour le transport des voyageurs sur les réseaux urbains et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale annexés au présent arrêté.

Art. 3. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2013 portant modification des prix du transport des voyageurs sur le réseau des transports urbains et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale est annulé, ainsi que tous les barèmes correspondants approuvés antérieurement.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2015.

Bruxelles, le 4 décembre 2014.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31075]

4 DECEMBER 2014. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende wijziging van de prijzen voor het vervoer van reizigers op het net van het stads- en streekvervoer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 22 november 1990 houdende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op de voorstellen op 28 oktober 2014 van de raad van bestuur van de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer te Brussel;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 6 november 2014 die principieel instemt met de voorstellen,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een materie bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Zijn goedgekeurd, de bijgevoegde tabellen "Tariefrooster voor het jaar 2015" met de prijzen te heffen voor het vervoer van reizigers op het net van het stads- en streekvervoer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 3. Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2013 houdende wijziging van de prijzen voor het vervoer van reizigers op het net van het stads- en streekvervoer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is opgeheven, evenals alle daarvoor goedgekeurde overeenstemmende prijzentabellen.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2015.

Brussel, 4 december 2014.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET